

# **L'ÉCONOMIE À L'UNIVERSITÉ**

---

**vers un enseignement  
inclusif et pluraliste**

**Partie 1 : constat et enjeux**

**Synthèse du séminaire tenu le 30 avril 2015**

*Ce document propose une synthèse des présentations et des échanges qui ont eu lieu le 30 avril 2015 lors du séminaire « L'économie à l'université, vers un enseignement inclusif et pluraliste » organisé par le Collectif pour un enseignement pluraliste de l'économie au Québec (CEPÉQ) avec le soutien du TIESS, du MÉQEPÉ et de l'IRIS. À travers la production de cette synthèse, le CEPÉQ souhaite nourrir une discussion constructive et rassembleuse, et proposer des pistes d'actions concrètes qui pourront éventuellement être étudiées plus en détail lors d'un second événement sur la thématique.*

## **Introduction**

La façon dont l'économie est enseignée à l'université aujourd'hui pose problème. Une pensée monolithique domine et malgré l'existence de plusieurs courants de pensée, il n'y a pour ainsi dire pas de pluralisme, mais plutôt une hégémonie absolue du paradigme néoclassique dans nos institutions de recherche et d'enseignement. Cette domination absolue est un obstacle à la réflexion collective. Elle conduit à un appauvrissement du discours économique et à un aveuglement face aux enjeux économiques contemporains.

Un premier problème réside dans la définition même de l'économie. Selon les néo-classiques, la science économique serait la science des choix. Le sujet économique est l'homo oeconomicus, un individu rationnel qui cherche à maximiser son utilité. La coordination des activités économiques passe par le marché et celui-ci obéit à des lois naturelles. La formalisation mathématique est omniprésente et les mêmes modèles sont la plupart du temps appliqués à différents domaines, vus comme autant de marchés. Il n'y a pas ici d'acteurs, d'institutions, de dominations, ni bien sûr de transformations. Ceci influe bien sûr sur la conception du fonctionnement de l'économie et sur la vision du rôle des politiques publiques.

Ceci a comme conséquence l'incapacité, voire l'interdiction de penser le monde autrement en économie, la fermeture aux subventions de recherche, aux embauches, aux publications scientifiques et l'extension, à terme, du monolithisme dans le discours public, relayé par les médias, devant l'abondance d'experts qui vont dans le même sens. Il finit par y avoir une délégitimation de tout discours alternatif et d'une action publique inspirée par ces discours.

Les enjeux sont énormes et cette situation ne peut plus durer. Pas seulement parce que d'autres cadres d'analyses existent, mais parce que le discours dominant a clairement montré ses limites et nous entraîne dans une impasse. Parce que nous devons penser le monde autrement, y compris et surtout le monde économique. Penser une économie qui voit le travail autrement que comme une marchandise, qui intègre l'environnement, qui analyse les inégalités, qui analyse la situation différenciée des femmes dans l'économie, qui propose une économie solidaire et pourquoi pas une finance solidaire. Pour les différents mouvements sociaux, il y a sans doute là un enjeu et un besoin.

Car cet état de choses a des répercussions qui vont bien au-delà des milieux universitaires et se retrouvent dans de nombreux défis sociétaux auxquels les mouvements associatifs font face quotidiennement dans leur travail. Comment comprendre l'évolution économique du monde? Comment comprendre les transformations en cours et à venir et proposer d'autres avenues, d'autres politiques? Comment outiller les futurs étudiants à œuvrer dans des organisations qui sont appelées à se développer? Comment offrir une formation complète et pluraliste aux futurs étudiants d'économie? Quelles pistes explorer concrètement pour œuvrer dans cette voie? Voilà l'objet de ce séminaire.

## **Situation de l'enseignement de l'économie au Québec et au Canada**

On perçoit depuis plusieurs décennies dans le milieu académique des élans contestataires face à une certaine forme de frein à la liberté d'expression. Au sein des départements d'économie universitaires, ces contestations portent sur différentes choses; sujet de recherche des professeurs, sélection des professeurs, contenu des programmes et des cours ainsi que sur l'espace disponible pour l'expression des étudiants.

### *Mise en perspective historique : la grève de 1978*

Au début des années 1970, une lutte pour le pluralisme fut menée par les étudiants et les étudiantes en sciences économiques avec le soutien de quelques professeurs. Cette bataille, qui a duré toute la décennie, a culminé en 1978 lors d'une grève étudiante victorieuse de six semaines, dont les gains, malheureusement, se sont rapidement érodés au cours des années suivantes. Parmi ces gains, on trouve la fin du rattachement du module d'économie aux sciences administratives, pour faire place à un rattachement aux sciences humaines. Un autre gain fut l'admission longtemps refusée du professeur Gilles Dostaler en tant que deuxième professeur désigné comme « apte à enseigner la théorie marxiste ». Deux ans plus tard, le département acceptait aussi d'accueillir le professeur Bernard Élie. Enfin, une révision du programme, d'orientation pluraliste, voyait également le jour en 1980. Mais ces gains furent tout aussi limités qu'éphémères. Ils ont été impuissants à contenir le retour du département à la vision étroite qui l'avait animé depuis sa création.

### *Sélection des professeurs*

Depuis 30 ans, la part des professeurs hétérodoxes a considérablement diminué dans les départements d'économie québécois. À l'université d'Ottawa, cette proportion est passée d'1/3 à 1/10 de l'effectif du département. Jusque dans les années 1980, on privilégiait la qualité générale de l'enseignement (et de l'enseignant) au courant d'origine. Avec la domination progressive du courant néoclassique, les champs de recherche des candidats et les écoles de pensées économiques dont ils étaient issus sont devenus un critère en tant que

tel. Par conséquent, à l'heure actuelle, la majorité des professeurs offrant un enseignement hétérodoxe se trouvent obligés d'exercer au sein des autres départements (sociologie, sciences politiques, histoire, etc.).

### *Sélection naturelle des étudiants*

On distingue deux profils d'étudiants qui se dirigent vers les départements d'économie. Le premier a des attentes pratiques plus liées à l'administration, la finance et la gestion. Le second vient chercher à nourrir une réflexion sur les fondements de la question économique, soit la création et le partage des richesses. Ces deux approches de l'économie se retrouvent d'ailleurs dans le choix de la faculté à laquelle sont rattachés les programmes d'économie (sciences sociales ou gestion selon les universités).

Un grand nombre d'étudiants ayant le second profil quittent très rapidement les départements d'économie pour se réorienter vers la sociologie, le développement communautaire ou les sciences politiques. Ces départs s'expliquent entre autres choses par l'importance donnée aux mathématiques, et le manque de rapport entre les théories et modèles enseignés et la réalité. Ainsi, le manque de pluralisme de l'enseignement entraîne une sélection naturelle des étudiants qui se contentent majoritairement de cette orthodoxie et sont donc moins portés à revendiquer. Les quelques étudiants qui persistent dans leur cursus malgré leurs frustrations sont trop peu nombreux pour que leurs revendications soient entendues. Par ailleurs, leur passage éphémère à l'université rend difficile la consolidation du mouvement de contestation.

### *Structure et évolution des programmes*

En étudiant les programmes d'économie des universités québécoises, on remarque une forte prépondérance des cours obligatoires de macroéconomie, microéconomie et statistique économique. Par ailleurs, le tiers des cours obligatoires (tronc commun) sont mathématiques. Les différences interuniversitaires se situent principalement au niveau des cours optionnels. À cet effet, on peut noter une plus grande différence quant à la structure des programmes entre les universités francophones et anglophones au Québec. Ces dernières offrent des programmes plus souples avec un tronc commun comptant moins de crédit et une plus grande liberté dans le choix des cours optionnels.

Dans les universités québécoises, la fréquence d'évaluation des programmes se fait normalement avec un intervalle de 3 à 5 ans. Dans la pratique, on trouve plusieurs départements qui n'ont pas effectué cette évaluation depuis 10 voire 20 ans, par ailleurs les étudiants ne participent pas pleinement à ce processus, ils sont simplement consultés.

Dans ce contexte, les professeurs hétérodoxes d'un département d'économie qui souhaitent préserver le pluralisme dans l'enseignement de leur discipline se trouvent souvent devant un choix difficile. Se regrouper dans un nouveau département au risque de perdre en légitimité et en influence sur la discipline ou rester minoritaire dans le département d'économie au risque de voir les approches hétérodoxes reléguées à l'enseignement de l'histoire de la pensée économique ou de tout bonnement disparaître.

Ces constats soulèvent un certain nombre de questions :

- Comment gérer l'interdisciplinarité, établir plus de liens avec les autres facultés et les corpus théoriques qui sont pertinents en économie ?
- Comment faire évoluer la sélection du corps professoral?
- La prise en compte de l'engagement communautaire dans les processus d'évaluation permettrait-elle de favoriser les économistes hétérodoxes dans ce processus ?
- Comment rendre la nouvelle formation en économie plus pratique et proche des réalités et des enjeux actuels?

## **Les enjeux pour les milieux associatifs**

### *Perspective féministe*

Les milieux associatifs travaillent essentiellement à ramasser les pots cassés de l'économie capitaliste. Ces dysfonctionnements posent de nombreux problèmes notamment vis-à-vis des femmes (division sexuelle du travail, équité salariale, rapport travail/famille, etc.) et ce sont trop souvent les effets qu'on cherche à pallier au lieu de s'attaquer aux racines de ces problèmes. En effet, plutôt que d'être pensées de façon intégrée à chaque discussion économique, les questions féministes sont souvent traitées comme un chapitre à part dans l'évaluation des situations et la planification d'action. Il est important de considérer les questions de division sexuelle dans l'analyse des divisions raciales, des questions de propriété et de dépossession, et les questions économiques du bien-vivre ensemble. Ainsi, si l'on veut trouver des solutions durables à ces problèmes, il faut repenser les fondements mêmes de la structure sociale et la place de l'économie dans cette structure et cet exercice n'a que peu de chance d'aboutir à des changements concrets s'il ne se fait pas également dans les départements d'économie. Par exemple, et sur un point plus concret, à l'université, un cours optionnel sur l'économie féministe ne peut suffire à comprendre les questions féministes en économie. Celles-ci devraient être intégrées dans les cours de base. À l'heure actuelle, la culture économique dominante est perçue comme un obstacle à un développement égalitaire.

L'économie est l'affaire de tous, il ne faut pas qu'elle devienne le domaine de chasse gardée des économistes. Cela vaut, quelle que soit leur allégeance théorique, mais c'est d'autant plus vrai quand la fonction d'économiste devient une excroissance du courant néoclassique voire de la doctrine néolibérale.

### *Perspective écologiste*

Les luttes écologistes sont trop souvent locales et ponctuelles alors qu'elles s'attaquent à un problème systémique global. La logique extractiviste dans l'exploitation de nos ressources naturelles s'appuie sur un discours économique qui prend peu en compte les prix réels des matières premières ou les retombées sur les populations et l'environnement local. Pour que ces luttes aboutissent à de vrais changements, l'économie doit être repensée à la lumière

d'une réflexion écologique. La question de la production et du partage de nos richesses est essentielle, et il est important d'avoir une pluralité d'approche quand on tente d'y répondre. Ceci étant dit, il faut aller plus loin et aborder la gestion de ces richesses et la notion de développement dans un monde fini. Ceci est également vrai pour les courants hétérodoxes qui se concentrent sur la répartition des produits de la croissance, mais remettent rarement en question l'idée même d'une croissance continue.

### *Réaffirmation de la pluralité économique et son ancrage social*

Les courants dits hétérodoxes doivent sortir de leur marginalisation et de ce point de vue cette terminologie peut elle-même devenir un frein à ce processus. L'économie est sociale par essence, il faut se réapproprier la question économique, son champ lexical et proposer un nouveau modèle de développement qui intègre la dimension sociale et resitue son cadre temporel (approche court terme Vs long terme). Pour cela, il est essentiel de travailler à rendre notre discours économique crédible, et proposer des modèles alternatifs qui créent de la richesse certes, mais d'une autre manière qui redonne plus de place aux travailleurs et aux usagers dans ces processus. C'est en partie à cette tâche que s'attèle le mouvement de l'économie sociale en se proposant comme une des composantes de ce nouveau modèle et en faisant ses preuves sur le terrain. Mais il n'est pas l'unique composante, et il est important de considérer la pluralité des discours alternatifs. Ainsi, dans ce travail d'intégration de la question sociale dans un nouveau modèle il faut relever le défi de trouver une cohérence d'ensemble des différentes branches économiques méso, micro, macro, syndicaliste, féministe et écologiste. Par ailleurs, pour que ce discours porte, il est essentiel qu'il assure sa présence dans les médias et sur la place publique.

### *Origines, portée et nécessaire transformation du discours économique actuel*

Il existe un rapport déséquilibré au pouvoir et au savoir entre d'une part une élite universitaire ou technocratique et d'autre part une majorité de la population qui subit les prises de décision émanant de cette première sphère souvent peu en lien avec les réalités vécues par la seconde. L'économiste, à l'université, ou ailleurs, a un rôle social qu'il est important de réaffirmer. Actuellement, beaucoup d'économistes cautionnent les politiques gouvernementales qui aggravent la pauvreté et l'exclusion sociale. On peut citer par exemple la « légèreté » avec laquelle les économistes traitent d'enjeux graves comme l'importance des premiers 20 000 \$ dans le revenu personnel qui ont une influence directe sur l'espérance de vie! La sphère académique peut et doit faciliter un changement de cap. Ainsi, de nouveaux concepts (ex : le déficit humain) qui frappent l'imaginaire pourraient grâce au cautionnement académique faire évoluer les mentalités. Il est donc important de stimuler les croisements féconds entre les économistes et le milieu associatif. Ces collaborations pourraient aider les économistes à :

- mieux connaître la réalité des personnes en situation de pauvreté;
- reconsidérer les notions de richesse, de productivité et de bien-être;
- s'inspirer de la notion autochtone d'appartenir à la Terre, plutôt que ce soit la Terre qui nous appartienne;
- remettre en question le PIB et développer de nouveaux indicateurs.

# **Perspectives : Quelles pistes pour un enseignement pluraliste de l'économie?**

## *Mouvement de contestation et revendications*

Le mouvement de contestation québécois n'est pas isolé. Le Japon a connu une mobilisation similaire dans les années 1970, et le même besoin de changement s'est fait sentir ailleurs dans le monde depuis. Dans les années 2000, une résurgence de ces contestations a donné lieu à plusieurs initiatives qui ont fait parler d'elles (Autisme-Économie et le rapport Fitoussi, PEPS-Économie et le rapport Hautcoeur, RethinkingEconomics, le Mouvement international (ISIPE), etc.).

Des progrès importants ont été faits dans l'organisation de cette mobilisation, mais ils ont abouti à peu de résultats concrets. Ceci s'explique notamment par des actions isolées, circonscrites à certains regroupements et pays, ou encore par le caractère éphémère de la vie étudiante et le défi de la relève qui en résulte au sein du mouvement.

Pour avancer et faire bouger les choses, il est nécessaire de préciser nos perspectives. Quelles sont-elles exactement ?

- des cours optionnels incluant plus d'hétérodoxie ?
- un programme nouveau dans un département standard?
- un programme nouveau dans un nouveau département?
- un programme multidisciplinaire à travers plusieurs départements?
- Un programme interinstitutionnel ?

La question est ouverte.

## *Problèmes inhérents à la distinction entre macroéconomie et microéconomie*

Dans la plupart des programmes d'économie, les cours de théorie fondamentale sont divisés en deux catégories : microéconomie et macroéconomie. Les cours de microéconomie sont généralement dispensés à partir d'un point de vue néo-classique, alors que la macroéconomie l'est du point de vue de la synthèse néo-classique/néo-keynésienne. Dans les deux cas, cependant, le paradigme reste généralement en arrière-plan et on présente simplement le contenu sans questionner ni ces approches analytiques de l'économie qui étudient tour à tour ses composantes individuelles (micro) ou ses agrégats (macro), ni les courants théoriques qui les sous-tendent. À un niveau plus avancé, la macroéconomie est souvent présentée comme résultant d'une somme de dynamiques individuelles, ce qui amène à définir un ensemble de « micro-fondations » aux phénomènes agrégés. Au final, les distinctions paradigmatiques entre les deux séries de cours sont généralement assez minces.

Ce classement des phénomènes à étudier selon leur échelle est problématique. L'échelle d'un phénomène n'est qu'une de ses différentes dimensions parmi d'autres. Une approche analytique intégrée permet non seulement de mieux étudier certains phénomènes qui ont des dimensions micro et macro importantes, comme le chômage, mais aussi d'ancrer plus facilement la théorie dans une réalité pratique en abordant de front différentes caractéristiques qui composent la complexité d'un phénomène. Par exemple, si on aborde la production au sein d'une économie capitaliste, il faut parler des dynamiques individuelles, et collectives et de leurs interrelations, des aspects politiques et environnementaux, des rapports de forces locaux et globaux, des trajectoires historiques et de leur nature contingente, etc. tout en étudiant l'ensemble à partir d'une pluralité d'approches théoriques. Diviser l'analyse entre macro et microéconomie risque à la fois d'occulter des éléments fondamentaux tout en réifiant une distinction dont l'importance est discutable.

*Le pluralisme est possible, quelles leçons doit-on retirer des expériences de programme alternatif ?*

Les divers mouvements de contestation que nous avons évoqués ont donné lieu à plusieurs initiatives visant à transformer les programmes établis. En Allemagne, l'expérience n'a pas abouti, mais on peut cerner plusieurs points de frictions quant aux obstacles à la mise en place de programme pluraliste :

- La connotation « rétro » de la notion de pluralisme

Les courants hétérodoxes sont souvent associés à l'histoire de la pensée économique et peuvent être perçus comme emprunt d'une certaine nostalgie envers le passé.

- Préserver la finalité pluraliste du mouvement hétérodoxe

Il est important de questionner une certaine forme d'orthodoxie au sein même du mouvement hétérodoxe. Une approche pluraliste devrait être simplement plus ouverte et inclusive, or on perçoit souvent chez les hétérodoxes une posture critique et une volonté claire de se démarquer du mouvement néoclassique taxé de dogmatisme.

- Le pluralisme disciplinaire

Dans la mesure où d'autres disciplines traitent déjà de problèmes économiques (anthropologie, sociologie, etc.) avec des approches et des méthodologies plus proches des sciences sociales que des sciences dures, pourquoi les départements d'économie devraient-ils intégrer ces approches ?

La refonte du programme d'économie du John Jay College of Criminal Justice, qui fait partie de la City University of New York, offre lui aussi quelques pistes intéressantes.

L'élaboration d'un nouveau programme a été motivée à la fois par un désir d'offrir une formation à partir d'une pluralité de points de vue et d'ancrer cette formation dans la réalité des étudiants, provenant pour la plupart des quartiers populaires de New York.



Plutôt que de débiter avec les cours traditionnels d'introduction à la microéconomie et la macroéconomie, le cursus s'ouvre sur un cours d'introduction générale à l'économie et un cours pratique de « compréhensions de données économiques », dans lequel les étudiants apprennent à trouver, comprendre et manipuler des données économiques de base comme l'indice des prix à la consommation ou les indices de pauvreté. Ces cours sont suivis de trois cours au niveau intermédiaire, explorant chacun une tradition théorique différente. La tradition keynésienne est étudiée dans un cours de macroéconomie, les traditions néo-classique et institutionnaliste dans un cours de microéconomie et la tradition marxiste dans un cours d'économie politique. Ainsi, le programme ne s'affranchit pas tout à fait de la division traditionnelle entre micro et macroéconomie, mais un effort conscient est fait pour lier l'ensemble dans un cours de troisième année combinant l'histoire économique et l'histoire de la pensée économique. Ce cours permet une intégration dans un contexte historique des différentes traditions théoriques étudiées en deuxième année. Les questions écologistes, de race, de genre, de classe, etc. sont intégrées tout au long du programme de manière à bien faire correspondre la théorie avec l'expérience quotidienne des étudiants.

Il n'y a pas eu de résistance administrative comme telle, mais une telle refonte demandait une obligation de « résultats », mesurés par la popularité du programme, popularité vite avérée. Une fois l'alternative disponible, il y eut en effet beaucoup de demande pour celle-ci. Qui plus est, les étudiants ne demandaient pas simplement une analyse critique du paradigme dominant, mais bien la présentation d'une perspective cohérente et distincte.

Néanmoins, il fut utile de modifier les critères de productivité et d'évaluation des professeurs, afin de favoriser la production de livres et le dialogue avec le milieu et la société en général et ne pas axer exclusivement le parcours académique sur la production d'articles scientifiques. De manière générale, cette initiative a cherché à promouvoir l'économiste « organique » plutôt que l'économiste purement académique et contribué à axer les recherches des professeurs vers des sujets touchant la réalité de leurs étudiants.

Si cette expérience a réussi, c'est notamment grâce à une certaine souplesse dans la définition du programme. Par ailleurs, le programme étant construit principalement pour des étudiants au baccalauréat, il se devait de rester proche des réalités terrains pour que les étudiants puissent facilement appliquer leurs connaissances. Cet objectif institutionnel a facilité la mise en place d'un cadre pluraliste.

## Conclusion et pistes d'action

Les échanges qui ont eu lieu lors de ce séminaire ont permis de préciser le contexte actuel, les enjeux qui entourent le monolithisme de l'enseignement de l'économie à l'université ainsi que les défis à relever. À la lumière des expériences passées et présentes, ils ont également permis de faire ressortir un certain nombre de pistes d'action qui pourraient devenir des avenues concrètes vers un plus grand pluralisme dans l'enseignement de l'économie à l'université. Voici les principales d'entre elles :

- Nouveau programme d'économie politique (hétérodoxe) dans une université

De manière générale, le nombre de professeurs issus de courants hétérodoxes est en déclin constant depuis plusieurs décennies, cependant certaines universités comptent un certain nombre d'entre eux répartis dans d'autres départements (relation industrielle à Laval, sociologie et sciences politiques l'UQAM, affaires publiques et communautaires à Concordia, etc.). On pourrait donc partir d'un noyau de professeurs hétérodoxes multidisciplinaires pour développer un nouveau programme au sein d'une université donnée.

Défi : Un tel programme rentrerait en concurrence avec les départements d'économies en place. De ce point de vue, l'expérience française nous montre à quel point ces derniers peuvent faire bouclier à ce type d'initiative.

Avantage : Certaines universités n'ont pas de département d'économie et pourraient ainsi former de bon point de départ pour la réalisation d'un tel projet.

- Nouveau programme d'économie politique (hétérodoxe) interuniversitaire

Ce programme rassemblerait les professeurs hétérodoxes mentionnés précédemment qui enseignent actuellement dans divers départements autres que ceux d'économie, mais dépasserait le cadre d'une seule université. Il s'agirait donc d'un programme reconnu dans les différentes universités, auquel celles-ci pourraient collaborer et auquel pourraient s'inscrire les étudiants de chacune d'elles. Les cours seraient siglés « ÉCOpo » et attireraient deux types d'étudiants :

- les étudiants inscrits au programme d'économie politique en tant que tel.
- des étudiants d'autres programmes qui y suivraient des cours « de service », au lieu de choisir ces derniers parmi les cours d'économie orthodoxe.

Défi : Ceci demande une négociation avec les diverses universités participantes et une volonté, voire un engagement des professeurs concernés à mener à bien ce projet.

Avantage : Cette avenue pourrait être facilitée par la démonstration qu'il existe un fort besoin et que par conséquent, un tel programme générerait un grand nombre d'inscriptions pour un coût de revient relativement faible.

- Programme interdisciplinaire – économie, institution et territoire

Il s'agit ici de développer un nouveau programme, interdisciplinaire (dans une ou plusieurs universités), portant, comme son nom l'indique, sur l'économie, les institutions et le développement territorial et mettant à contribution ici aussi, les économistes hétérodoxes déjà présents ailleurs.

Défi : Ceci permet d'offrir une formation plus adaptée aux besoins des mouvements sociaux ; mais cela règle-t-il le problème de la reconnaissance du pluralisme en économie ? Quel sera le diplôme des étudiants qui en sortiraient ? Pour avoir un réel impact sociétal, il sera essentiel que les étudiants qui sortent de ce programme soient considérés comme des économistes à part entière.

Avantage : Ce programme serait sans doute moins perçu comme une alternative idéologique aux départements d'économie actuels, mais permettrait d'offrir une formation pluraliste et interdisciplinaire très riche.

Parallèlement à des projets de programmes directement ancrés dans le milieu universitaire, il est également important d'amener un plus grand pluralisme au sein des CÉGEPS et à travers des formations ouvertes à l'ensemble de la société, par exemple en organisant des universités d'été et en mettant en place d'autres outils de mobilisation qui viendraient appuyer la démarche institutionnelle au sein des universités. De telles actions sont importantes, mais ne peuvent se suffire à elles-mêmes et devront être menées en gardant comme objectif ultime une réforme de l'enseignement économique universitaire.